



PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

**Direction des Libertés Publiques
et de l'Environnement**

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE

SICA de l'Abattoir Communal d'Autun

Route de Mesvre

71 400 AUTUN

N° 2014 350 - 0011

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées, notamment les rubriques 2210 et 2221 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°04/3212/2-3- d'autorisation d'exploiter des installations d'abattage et de découpe de bovins, porcs, équidés et petits ruminants, sur la commune d'Autun, en date du 9 novembre 2004 ;

Vu le décret interministériel N°2004/374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs du Préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu les rapports d'inspection référencés IC1300055 et IC1400120 de l'inspection des installations classées, respectivement en date des 25 juillet 2013 et 20 août 2014 ;

Vu le courrier de réponse de l'exploitant reçu à la direction départementale de la protection des populations le 17 novembre 2014 ;

Vu les rapports annuels de vérification des installations électriques établis par la société APAVE, en date des 20 juillet 2012, 2 août 2013 et 30 septembre 2014 ;

Vu l'absence de consignes d'exploitation de l'installation rédigées ;

Considérant que des non-conformités sur les installations électriques perdurent depuis 2011 et présentent un risque pour la sécurité de l'installation et des personnes ;

Considérant que l'exploitant n'a pas respecté l'article R.512-33 du code de l'environnement et n'a transmis aucun dossier en préfecture permettant d'apprécier les modifications apportées sur les installations frigorifiques, et que par ailleurs, l'inspection des installations classées ne dispose toujours pas du dossier d'ouvrage exécuté issu de la réalisation des travaux frigorifiques ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er :

En application de l'article L.171-8 du code l'environnement, la SICA de l'Abattoir Communal d'Autun, est mise en demeure de :

- lever les non-conformités sur les installations électriques relevées dans le rapport de la société APAVE référencé R2946364-007-1 en date du 30 septembre 2014, et d'établir les documents nécessaires au suivi des installations électriques identifiés dans ce même rapport, notamment les rapports de vérification initiale des installations qui ont fait l'objet de modifications importantes et les schémas des armoires électriques à jour.
- procéder à la vidange du séparateur d'hydrocarbures, à son contrôle annuellement, et de renouveler l'opération de vidange aussi souvent que nécessaire.
- établir et rédiger les consignes et procédures d'exploitation de l'installation, notamment :
 - des consignes explicitant les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
 - des procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation, notamment de la chaîne d'abattage et des installations de traitement des effluents.
 - des mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou polluantes telles que l'ammoniac ou le sang collecté.
 - une consigne définissant les modalités d'isolement et de traitement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.
- respecter les articles 5, 8 et 12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 9 novembre 2004, et les articles 7 et 9 de l'arrêté ministériel du 30 avril 2014 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n°2210 « abattage d'animaux ».
- transmettre un descriptif de l'ensemble des installations frigorifiques en service actuellement, comprenant notamment plans, schéma technique, descriptif des équipements (puissance, quantité de fluide contenue,...) et des éléments importants pour la sécurité, ainsi que le dossier d'ouvrage exécuté (DOE) des nouvelles installations frigorifiques.

ARTICLE 2 :

Faute pour la SICA de l'Abattoir Communal d'Autun de se conformer à la présente mise en demeure avant le 30 avril 2015, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 :


La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 :

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de Saône-et-Loire, Mme la sous-préfète d'Autun, Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations de Saône-et-Loire, M. le maire d'Autun et Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à MACON, le 16 DEC. 2014

Le PREFET,

A horizontal line with a handwritten signature in the center.

Fabien SUDRY

